



## NON À LA RÉPRESSION DES MANIFESTANT·E·S !

<http://www.cga-rp.org> · [region-parisienne@c-g-a.org](mailto:region-parisienne@c-g-a.org) · 24 novembre 2015

Dimanche 24 novembre, les militant·e·s de la *Coordination des Groupes Anarchistes – Région parisienne* étaient dans la rue pour affirmer leur solidarité aux migrant·e·s, avec pour revendications la régularisation des sans-papiers et plus largement la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

Malgré l'interdiction de la manifestation, des centaines de personnes se sont rassemblées à Bastille et large part d'entre elles ont décidé de manifester jusqu'à la place République, comme le prévoyait le parcours initial. C'est avec détermination que les manifestant·e·s ont repoussé les tentatives policières visant à stopper les cortèges, avec des slogans en soutien aux sans-papiers, mais aussi contre l'état d'urgence. Rappelons que la solution au problème terroriste ne réside pas dans la restriction importante de nos libertés, ni dans la guerre en Syrie. La solution est en premier lieu politique – et non pas sécuritaire –, en soutenant les forces progressistes et révolutionnaires kurdes qui se battent sur le terrain contre Daesh et en réaffirmant ici notre solidarité de classe, notamment avec les migrant·e·s.

Hier, lundi 23 novembre, la préfecture de police annonçait avoir transmis les noms 58 personnes accusées d'avoir « bravé l'interdiction de manifester à Paris, en défilant en soutien aux migrant·e·s et contre l'état d'urgence ». Aujourd'hui, plusieurs militant·e·s ont reçu des convocations au commissariat sous ce chef d'inculpation.

Ces menaces de poursuites confirment ainsi les craintes que nous avons déjà exprimées au sujet de l'état d'urgence : avant d'être un dispositif censé protéger la population d'une menace terroriste, l'état d'urgence est avant tout une aubaine pour le gouvernement pour renforcer sa politique anti-sociale, raciste et sécuritaire.

La *CGA-RP* exige qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les personnes identifiées ainsi que la fin de l'interdiction de manifester en Île-de-France. Nous continuerons à exprimer notre solidarité de classe par tous les moyens que nous jugerons nécessaires, dont la manifestation.

L'État (d'urgence) souhaite faire taire le mouvement social : ne nous laissons pas faire !

Le 24 novembre 2015,  
Coordination des Groupes Anarchistes – Région parisienne